

# L'UEL affine son langage

La représentation des patrons luxembourgeois dans les organes du dialogue social, l'UEL, incorpore de nouveaux éléments (de politique sociale) dans sa «communication» externe. Un langage presque paternaliste.

L'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) ne s'attarde pas à des futilités du genre d'une cérémonie de vœux de Nouvel An. Le temps de travail des chefs d'entreprise et des représentants des fédérations professionnelles est trop précieux pour être gaspillé dans les réunions futiles à la Chambre de commerce ou au Conseil économique et social. Si la réunion traditionnelle est néanmoins maintenue, les raisons doivent être sérieuses.

De notre journaliste  
Jean Rhein

Le *Quotidien* avait déjà rapporté, dans sa précédente édition (des samedi 14 et dimanche 15 janvier, page 5) l'événement lors duquel Michel Wurth a longuement monologué. Un document photocopié de 21 pages a été remis à tous les participants, notamment des chefs d'entreprise, des représentants des fédérations

patronales et autres représentants des forces vives de la nation (université, institutions étatiques, de sécurité sociale, etc.).

Le document distribué par l'UEL et les notes de l'allocation de Michel Wurth sont significatives pour la compréhension de l'approche de l'organisation (actuellement la plus) représentative du patronat luxembourgeois. Le fait résigné de retourner au Conseil économique et social

inaugure vraisemblablement une nouvelle phase dans la vie du modèle du dialogue social luxembourgeois. La réflexion (d'ailleurs, la seule intervention ou question posée au moment des Q&A) d'un participant portait sur la portée déficiente des positions patronales dans l'opinion publique.

Il se pourrait que l'UEL ait tiré des conclusions du précepte que «les absents ont toujours tort». Du coup, les dirigeants de la fédération patro-

nale changent la «communication»: ils occupent une partie du terrain que les syndicats, organisations de consommateurs et autres organisations non gouvernementales engagées dans l'éducation nationale ou dans la lutte contre la pauvreté ont monopolisé jusqu'à présent. Il s'agit des aspects (non purement économiques) des sujets comme le logement, l'échec scolaire et la formation professionnelle, de la santé individuelle.

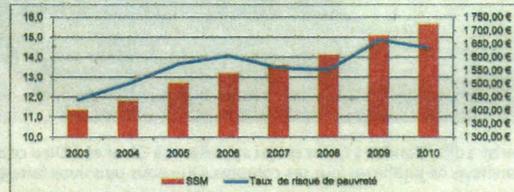


Photo : Fabrizio Pizzolante

Cérémonie de communication des nouveaux préceptes à l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL).

## La statistique trompeuse

Graphique 8 : Evolution du taux de risque de pauvreté et du SSM entre 2003 et 2010



Source : STATEC

Comment lutter contre la pauvreté? À entendre le patronat UEL et son interprétation du graphique ci-dessus, le meilleur moyen de combattre la pauvreté statistique serait l'abolition du salaire social minimum!

Il est bien connu que le SSM est la pierre d'achoppement. Pour différentes raisons : le montant nominal est élevé en comparaison internationale, le nombre de bénéficiaires est également très important et un trop grand nombre de bénéficiaires ne remplis-

sent pas assez les critères de productivité et de formation.

Certes, le taux de pauvreté (statistique) est fonction du salaire médian. Si ce dernier est élevé (ce qui est dû au SSM), le taux de risque de pauvreté relatif l'est aussi. Les patrons luxembourgeois en déduisent qu'on peut réduire la pauvreté en sacrifiant le SSM.

On peut réduire la pauvreté aussi en fermant les yeux. Elle disparaît alors, tout simplement. Et à tout jamais, si on ne les ouvre plus.

J. R.